

Initiatives parlementaires

Selon un groupe d'experts en environnement qui a examiné l'acceptabilité de l'entraînement aux vols à basse altitude au-dessus du territoire innu au Labrador, il faut régler rapidement les revendications territoriales des autochtones. C'est une question importante sur laquelle le gouvernement doit se pencher le plus rapidement possible.

Et la liste se poursuit. À l'heure actuelle, des comités de la Chambre et le gouvernement examinent les questions de l'autonomie gouvernementale, de l'éducation des autochtones, des droits de pêche des autochtones, du développement économique des autochtones, de l'état de la santé mentale chez les autochtones et de l'avenir de la gestion des ressources dans les régions où vivent des autochtones.

Il est urgent que tous les Canadiens, peu importe leur race et leur origine ethnique, reconnaissent l'histoire, le patrimoine et l'avenir des premières nations du Canada. L'adoption d'une journée de solidarité est sûrement un pas dans la bonne direction.

Beaucoup de choses se produisent à cet égard dans ma circonscription. Au sein des collectivités autochtones, des chefs comme les défunts Big Bear, Poundmaker, Ahtakakoo et Seekaskoch, servent de sources d'inspiration pour la création de centres d'interprétation et d'éducation. Les collectivités non autochtones ont commencé à parrainer ou à organiser conjointement des pow-wows et d'autres activités multiculturelles.

Des particuliers, comme le chef Blaine Favel, de la Fédération des nations indiennes de la Saskatchewan, ont parlé de la nécessité de favoriser des rapports humains et économiques plus forts entre les collectivités autochtones et non autochtones. Des conseils tribaux, comme le Conseil tribal de Meadow Lake, ont montré que des entreprises autochtones prospères pouvaient contribuer grandement au succès des collectivités non autochtones avoisinantes. Les relations qui existent entre nos sociétés comportent des inconvénients et des avantages. Si nous voulons surmonter les inconvénients et faire en sorte que l'avenir soit avantageux, nous devons commencer par prendre de petites mesures. Le projet de loi que le député de Kamloops a présenté et que le député de Regina—Lumsden et d'autres députés de la Chambre ont appuyé nous donne précisément la possibilité de le faire.

• (1745)

L'hon. Ron Irwin (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Lib.): Madame la Présidente, je prends la parole pour exprimer mon appui à ce projet de loi et pour féliciter le député de Kamloops qui l'a présenté à la Chambre. Le jour dont il parle serait un jour de réflexion.

Je voudrais citer les propos de Georges Erasmus, qui a dit:

L'histoire de notre peuple doit être racontée. Il nous faut présenter avec exactitude ce qui s'est passé jadis afin que nous puissions en tenir compte dans les siècles à venir... Je n'aime pas ce qui s'est passé ces 500 dernières années. Nous n'y pouvons pas grand-chose. Mais que ferons-nous à propos des 500 prochaines années? Que ferons-nous au cours des dix prochaines années?

En ce jour de réflexion, il y a bien des choses qui donnent à réfléchir. Nous devrions songer au fait que, lorsque les Européens ont débarqué ici, les Indiens les ont nourris, leur ont enseigné des moyens de prévenir le scorbut, sans rien demander

en retour. Ils n'ont rien demandé à Jacques Cartier. Nous devrions réfléchir au wampun de Truro, à la chaîne d'alliance, aux traités rompus, à la nourriture que les Indiens nous ont procurée.

Je suis d'origine irlandaise et italienne. Pour les Irlandais, la pomme de terre est originaire de l'Irlande. Or, nous la devons aux Indiens. Les Italiens pensent que la tomate est originaire d'Italie. Or, nous la devons aux Indiens. Il y avait plus de 1 200 variétés de plantes ici, à notre arrivée. C'était une nation autarcique.

Nous devrions réfléchir à leurs sentiers baignés de larmes. Nous leur avons pris leurs embarcations. Nous leur avons enlevé leur statut de personnes. Nous les avons parqués dans des réserves. Nous les avons mis dans des pensionnats et les avons démenagés de provinces. Comme si ce n'était déjà pas assez de les avoir mis dans des écoles d'autres provinces, nous avons dit: «Vous n'irez pas chez vous de l'âge de six à 18 ans.» Ils n'allaient pas chez eux, même pas à Noël ou pendant les vacances. Nous avons ensuite décidé de les priver de leur langue et de leur culture. Pour couronner le tout et obliger les enfants à aller dans les pensionnats, nous avons concocté les lois de passage. Si les parents refusaient d'envoyer leurs enfants dans ces établissements, on ne leur accordait pas la permission de quitter la réserve.

Montrez-moi une famille irlandaise, une famille italienne ou une autre famille quelconque qui ait été traitée de la sorte. Autrement dit, les visiteurs étaient mieux traités que les personnes qui occupaient ces terres depuis 10 000 ans. Nous devrions réfléchir à tout cela.

Mon collègue nous rappelle que nous devrions réfléchir à la Loi sur les Indiens. Elle est archaïque. C'est une loi qui ne devrait exister nulle part au monde.

Nous devrions penser aux barrages de Grand Rapids, Churchill, Nelson et Cheslatta qui les ont privés de leurs moyens de subsistance. Nous leur avons pris leur existence même. Nous devrions réfléchir à ce que nous avons fait aux Haida Gwaii et aux Micmacs avec nos méthodes d'exploitation forestière. Nous devrions réfléchir à ce que nous avons fait des minéraux. Nous avons besoin de minéraux, alors nous avons imposé les traités Robinson—Superior. Ces traités existent uniquement parce que nous avons eu besoin de minéraux.

Dans de nombreux endroits, nous leur avons enlevé les esturgeons et le riz sauvage qui étaient pour eux non seulement des aliments, mais aussi des objets religieux. Ces ressources ont été là pendant des générations, puis sont disparues tout à coup.

Nous ne devons pas oublier les terres que nous nous sommes appropriées à l'époque, ni les gens qui sont passés à l'histoire. Les Elijah Smith, les anciens du Yukon, Jake Fire, un Mohawk traditionaliste qui s'est présenté à une réunion sans arme et a été abattu, Frank Calder et les Sparrow. Il ne s'agit pas uniquement de particuliers, mais de familles entières. La famille Sparrow de la Colombie-Britannique, par exemple, répète la même chose depuis trois générations. Nous devrions réfléchir à cela et ne pas l'oublier.

Nous devrions aussi réfléchir à ce qu'ils font. Ils ont maintenant plus de 5 000 entreprises qui créent de l'emploi pour 31 000 personnes. Il y a 25 ans, de 600 à 800 autochtones seulement étudiaient dans nos écoles postsecondaires.